



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service départemental
d'incendie et de secours
des Yvelines**

Groupe Prévention / RCCI

Affaire suivie par : Lieutenant SCHMITT
N° 59429

tél : 01.39.30.56.70
mail : prevention.sud@sdis78.fr

**PROCÈS VERBAL
DE LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ**

Visite du 22 novembre 2021
Séance du 10 décembre 2021

OBJET : Commune de GUYANCOURT
Dossier : Université d'Alembert Collège (#297-ERP-162)
Affaire : Visite Périodique et de réception de travaux
Adresse : 5 Boulevard d'Alembert

REF : Code de la construction et de l'habitation (CCH).
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.
Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pris par arrêté du 25 juin 1980 modifié.
Procès-verbal n° 54642 de la sous-commission départementale de sécurité en date du 19 avril 2019 relatif à l'autorisation de travaux n°07829719E0007 (réaménagement partiel et changement d'affectation de salles d'une partie du rez-de-chaussée)
Procès-verbal n° 55717 de la sous-commission départementale de sécurité en date du 13 septembre 2019 relatif à l'autorisation de travaux n°07829719E0017 (remplacement du système de sécurité incendie)

Le groupe de visite de la sous-commission départementale de sécurité s'est réuni le 22 novembre 2021 pour procéder à la visite périodique de l'établissement et à la réception des travaux d'aménagement d'une salle de réunion, de bureaux, et de deux locaux de stockage au niveau du rez-de-chaussée ainsi qu'à la réception du nouveau système de sécurité incendie du collège de l'Université d'Alembert.

La direction de l'établissement a informé les membres du groupe de visite de la sous-commission départementale de sécurité que les travaux concernant la création des deux locaux de stockage du rez-de-chaussée n'ont pas été réalisés

L'établissement recevant du public concerné est susceptible d'accueillir 3367 personnes dont 160 au titre du personnel. Il est classé en type R avec activités de types L de la 1^{ère} catégorie.

Le parc de stationnement est susceptible d'accueillir 344 véhicules. Il est classé en type PS.



Nombre de pages : 3

Les constatations sur place permettent de faire les remarques suivantes :

- Les dispositions nécessaires à la mise à l'abri préalable des occupants ne pouvant évacuer ou être évacués rapidement en cas d'incendie n'ont pas fait l'objet d'un dépôt de dossier auprès de l'autorité pour étude de la sous-commission départementale de sécurité.
- La dernière vérification du système de désenfumage ainsi que le dernier ramonage de la chaudière à gaz ont été réalisés il y a plus d'un an, et le rapport de vérification de la centrale de traitement de l'air n'a pas été présenté aux membres du groupe de visite de la sous-commission départementale de sécurité.
- La porte coupe-feu du local à risques moyens n° A012 ne se ferme pas en totalité sous l'action de son ferme-porte.

Après visite, la commission émet un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation de l'établissement et à la réception des travaux de remplacement du système de sécurité incendie (autorisation de travaux n° 07829719E0017 du 23 juillet 2019).

En l'absence de rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT), la commission émet un **avis défavorable** à la réception des travaux d'aménagement d'une salle de réunion et de bureaux au rez-de-chaussée (autorisation de travaux n° 07829719E0007 du 15 mars 2019).

Elle demande que le responsable de l'établissement réalise les prescriptions suivantes :

1°) Réaliser les dispositions nécessaires à la mise à l'abri préalable des occupants ne pouvant évacuer ou être évacués rapidement en cas d'incendie (article R.143-4, R.143-7 et R.143-41 du Code de la construction et de l'habitation et GN 8). Avant leur réalisation, les dispositions retenues devront être impérativement autorisées par l'autorité administrative dans les conditions fixées aux articles L.122-3 et R.122.11 du code de la construction et de l'habitation. Formaliser et annexer au registre de sécurité les consignes d'évacuation établies en cas d'incendie, prenant en compte les différents types de handicap (article R.143-44 du code de la construction et de l'habitation). Prescription de 2018

2°) Réaliser le ramonage de la chaudière à gaz, faire vérifier le système de désenfumage et fournir les rapports du ramonage de la chaudière ainsi que les rapports des dernières vérifications annuelles du système de désenfumage et de la centrale de traitement de l'air au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité (articles R.143-34 et R.143-37 du Code de la construction et de l'habitation).

3°) Régler la porte du local n° A012, classée local à risques moyens, afin d'assurer sa fermeture complète (article CO 28 §2).

Rappels de la réglementation 1^{er} groupe

Tenir à jour le registre de sécurité, conformément à l'article R.143-44 du CCH, sur lequel sont portés notamment :

- l'état du personnel chargé du service incendie ;
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie et notamment celles concernant l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- les dates et les observations éventuelles des divers contrôles et vérifications ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Le règlement de sécurité impose de faire procéder à la vérification et à l'entretien des installations et équipements techniques par des organismes agréés ou par des techniciens compétents dont notamment :

- le désenfumage (article DF 10) : annuelle. Si désenfumage mécanique et SSI de catégorie A ou B : tous les trois ans par un organisme agréé.
- les installations de chauffage - étanchéité des appareils et des canalisations d'alimentation en combustibles liquides ou gazeux, en fluide frigorigène (article CH 58) : annuelle.
- les installations et les appareils d'utilisation de gaz combustible (article GZ 30) : annuelle.
- les installations électriques (article EL 19) : annuelle.
- le groupe électrogène de sécurité (article EL 18) : annuelle.
- les ascenseurs (articles R.134-6 et R.134-11 à R.134-13 du CCH et AS 9) : toutes les 6 semaines (bon fonctionnement), semestriel (câbles), annuel (parachutes et nettoyage) par un technicien compétent et tous les 5 ans par un organisme agréé.
- les moyens de secours contre l'incendie (article MS 73) : annuelle. De plus, certaines installations techniques devront toujours être vérifiées par une personne ou un organisme agréé, il s'agit notamment :
 - o Des SSI de catégories A et B : à la réception et tous les trois ans ;
- les mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage (clapets, volets, portes, etc. - articles DF 10 et MS 73) : annuelle.
- les installations de filtration (climatisation) (article CH 39 §3) : annuelle ou tous les 3 mois en l'absence d'un système de mesure et d'alarme fonctionnant en permanence.
- les fluides médicaux (U 64) : annuelle.

Concernant le parc de stationnement

Le règlement de sécurité impose de faire procéder à la vérification et à l'entretien des installations et équipements techniques suivants par des organismes agréés ou par des techniciens compétents :

- les installations électriques (PS 32) ;
- le désenfumage mécanique (article PS 32) ;
- les dispositifs de signalisation (article PS 32) ;
- les systèmes d'alarme, de détection et de sécurité incendie (article PS 32) ;
- les moyens de lutte contre l'incendie (article PS 32) ;
- les dispositifs d'obturation coupe-feu (article PS 32) ;
- les dispositifs de contrôle de la qualité de l'air (article PS 32) ;
- le dispositif de continuité radioélectrique (article PS 30 §4 et Instruction technique n° 250)

De plus, toutes ces installations, à l'exception des dispositifs de surveillance de la qualité de l'air et de continuité radioélectriques, doivent être vérifiés tous les 5 ans par un organisme agréé. Quant au dispositif de continuité radioélectrique, il doit être contrôlé par un organisme agréé tous les 3 ans.

Faire reporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens (article R.143-44 du CCH).

Lorsque des rapports de vérifications techniques sont établis, ils doivent préciser dans l'ordre des articles du règlement de sécurité, la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction et de l'aménagement (articles GN 10 §1, GE 8 et GE 9).

Les non conformités mentionnées dans les rapports de vérifications doivent être levées au plus vite par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur lesdits rapports (article R.143-34 du CCH).

Tenir à disposition de la commission de sécurité les rapports de contrôles techniques et justificatifs permettant de s'assurer que les équipements et installations techniques sont entretenus et maintenus en conformité avec les dispositions réglementaires (article R.143-37 du CCH).

Le responsable de l'établissement doit instruire du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie (article MS 46). Les personnes désignées doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public. Le personnel doit notamment connaître les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, élaborées par l'exploitant (article GN 8).

Ces compétences doivent être entretenues et testées au travers d'exercices pratiques et réguliers. Le compte-rendu de ces exercices doit être annexé au registre de sécurité (article R.143-44 du CCH).

VISITE PERIODIQUE ET DE RECEPTION DE TRAVAUX

DU COLLEGE DE L'UNIVERSITE D'ALEMBERT

VISITE DU LUNDI 22 NOVEMBRE 2021

**ESSAIS DILIGENTES ET DOCUMENTS EXAMINES PAR LES MEMBRES
DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE**

Ce document constitue une annexe au procès-verbal de visite n° 59429 du 22 novembre 2021

ESSAIS	OBSERVATIONS
Eclairage de sécurité	Essai de la coupure des dispositifs de charge de l'éclairage de sécurité (source centrale) : fonctionnelle, l'information est reportée au niveau du PCS Essai de l'éclairage de sécurité au niveau du 1er étage par coupure de l'alimentation électrique : fonctionnement correct
Désenfumage mécanique	Essai désenfumage de la ZF 5 depuis la commande du CMSI (circulation du 1er étage) Essai fonctionnel Essai du désenfumage dans la circulation de l'étage supérieur L'ouverture des amenées d'air et des extractions est bien inhibée
Déclencheur manuel - Alarme - Portes coupe-feu - Portes de sorties de secours	En coupure électrique, essai du DM A 102 situé au niveau de la porte de recoupement de la circulation du 1er étage Les portes de recoupement se sont bien fermées au début du processus d'alarme L'alarme sonore et visuelle est fonctionnelle, audible en tout point du bâtiment
Ligne directe	La ligne directe est fonctionnelle en coupure de l'alimentation générale électrique

Pour le parc de stationnement

ESSAIS	OBSERVATIONS
Eclairage de sécurité	La nappe haute et la nappe basse sont fonctionnelles sur les deux niveaux
Désenfumage mécanique	Essais en coupure générale électrique avec reprise du groupe électrogène Essai de désenfumage mécanique du N-1 fonctionnel Essai de désenfumage mécanique du N-2 fonctionnel depuis les commandes situées à l'accès rampe extérieur
Déclencheur manuel - Alarme - Portes coupe-feu - Portes de sorties de secours	1er essai sur le DM 001 situé dans la circulation des locaux techniques 2eme essai sur le DM 002 situé au niveau N-1 du parc : Toutes les portes de compartimentage se sont bien refermées Le panneau d'indication d'interdiction de rentrer dans le parc est fonctionnel Cependant si une personne manipule sont bip d'accès la barrière se lève (pour information la recommandation de l'étude n° 55717, n'a pas été réalisée)

Lors de la visite, les documents de vérifications suivants ont été présentés aux membres de la sous-commission départementale de sécurité :

VERIFICATIONS	DATE	ORGANISME	OBSERVATIONS
Installations Electriques - Eclairage de sécurité	11/02/21	SOCOTEC	N°984Q02/21/2436 23 observations, 21 observations levées il reste 2 observations à lever
	12/02/21	ERIS	Remplacement des batteries du local source
	23/09/21	INEO	Vérification thermographie du TGBT
Thermique – Gaz	11/03/21	SOCOTEC	984Q0/21/2672, pas d'observation
	29/10/20	ENGIE	Etanchéité gaz réalisée Cahier de maintenance en chaufferie suivi correct

VERIFICATIONS	DATE	ORGANISME	OBSERVATIONS
Ramonage	Maison Ruet	29/10/20	Rapport n° 010625 2 chaudières 900Kw
Centrale de traitement d'air	Octobre 21	ENGIE COFELY	Pas de rapport à fournir
Groupe électrogène	25/08/21 18/11/21	ENGIE COFELY	Vérification : résistance préchauffage HS + batterie en charge Remplacement des batteries et préchauffage, essai pas d'anomalie
Ascenseurs 3 ascenseurs vérifiés	17/03/21 17/03/21	SOCOTEC 5 M services	Vérification quinquennale N°984Q0/21/2859 présence du vérificateur annuel 3 appareils vérifiés AS00611-20, 3 obs AS00611-19, 3 obs. AS00611-21, 4 obs Attestation de vérification parachutes et câbles Rapports des suivis annuels des 3 ascenseurs présents
Extincteurs	12/03/21	LUTINCENDIE	N°107010 -128 appareils vérifiés RAS
Désenfumage	10/05/19 21/09/20	SOCOTEC Bernard	Triennale : 984Q0/19/6078 0 observation Sans remarque
Portes coupe-feu		Service technique du site	Suivi réalisé au fur et à mesure par les techniciens dès signalisation des SSIAP du site

VERIFICATIONS	DATE	ORGANISME	OBSERVATIONS
SSI B — EA type 2a	9/07/2021 05/05/21 15/10/21 28/09/21	Qualiconsult F.DOREAU Ste IPS ERIS SA AVISS services	RVRAT n° 004781900123 Rapport de vérification technique du SSI N°20211019150147 : Contrat de maintenance n°C19051/DI4/013 5 observations à lever Rapport de travaux d'interventions de l'installateur Défauts sur blocs sonores et visuels
TGBT	29/09/21	INEO	Thermographie / pas de point chaud détecté
Personnel SSIAP	-	Lutèce sécurité	5 agents SSIAP sur le site, tous les documents des cartes professionnelles sont à jour
Exercice d'évacuation	22/10/21	Direction	874 personnes évacués

Pour le parc de stationnement

VERIFICATIONS	DATE	ORGANISME	OBSERVATIONS
Installations Electriques - Eclairage de sécurité	9/02/21	SOCOTEC	N°984Q0/21/3176 12 observations à lever 1 observation à lever ascenseur
Extincteurs			Même rapport que le bâtiment scolaire
Désenfumage	3/04/19	SOCOTEC	Triennale : 984Q0/19/6078

VERIFICATIONS	DATE	ORGANISME	OBSERVATIONS
Portes coupe-feu		Service technique du site	Suivi réalisé au fur et à mesure par les techniciens dès signalisation des SSIAP du site
SSI B — EA type 2a			Même rapport que le bâtiment scolaire

En outre, le registre de sécurité de l'établissement a été signé à l'occasion de la visite périodique et de réception de travaux par le représentant de l'autorité de la commune de Guyancourt, membre du groupe de visite.

Sous-commission départementale de sécurité du 10/12/2021

GUYANCOURT - UNIVERSITE D'ALEMBERT Collège
Établissement n°#297-ERP-162 - 59429

Rapport d'étude : Visite périodique et de réception de travaux du 22 novembre 2021

AVIS CONCLUSIF :

Après avoir délibéré, la sous-commission départementale de sécurité émet un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation de l'établissement.

Le/la président/e

